

# Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

## ÉDITORIAL

### Vous avez dit *Solidarität*?

La 4<sup>e</sup> révision de la loi sur l'assurance-chômage a été acceptée le 26 septembre 2010 par 53,4% des voix. Ce résultat est l'expression d'un mépris à l'égard des jeunes, de la Suisse romande, et plus généralement des personnes sans emploi.

La droite a mené campagne sur un présupposé doublement fallacieux. Il a été dit que l'assurance-chômage avait besoin d'un assainissement «équilibré», alors que la dette actuelle résulte d'une baisse des cotisations qui avait été motivée par des prévisions sciemment trop optimistes. En outre, les milieux patronaux ont laissé entendre que les chômeuses-eurs ne pouvaient s'en prendre qu'à elles-eux-mêmes. C'est pourquoi la nouvelle loi introduit l'obligation d'accepter presque n'importe quel emploi, quelle que soit la formation préalable de la personne concernée. Ce principe permet surtout au patronat d'élargir le bassin de recrutement et d'exercer une pression à la baisse sur les salaires.

Le discours a pris parce qu'il était dirigé à l'encontre des jeunes – ce qui permettait de jouer sur l'image de l'étudiant-e oisif-ve – et de la Suisse romande – les riches d'Obwald ne s'estimant apparemment pas obligés de payer pour des ouvrières-ers neuchâtelois-e-s.

La droite a gagné par la caricature et la stigmatisation grossière. La gauche n'a pas réussi à convaincre comme elle l'avait fait sur la LPP, sans doute parce qu'elle n'a pas pu argumenter cette fois-ci avec le risque d'une baisse des rentes pour l'ensemble de la population. Le résultat en Suisse romande montre cependant que là où la campagne a été menée, le non l'a emporté, ce qui souligne l'importance de répéter que le chômage est un produit systémique du capitalisme, un outil pour contrôler les salarié-e-s. Le chômage nous concerne toutes et tous.

Réd.



## Pour qui les caisses nous prennent-elles?

C'est la question légitime que chacun-e a dû se poser en voyant leur campagne d'affiches grotesque. Nous extorquer des sommes faramineuses chaque mois est déjà suffisamment pénible sans que les caisses, sûres de leur bon droit, nous haranguent dans la rue pour nous confirmer qu'elles nous prennent vraiment pour des poires. Chacun-e devrait évidemment retirer quelques centimes de sa facture de primes, mais c'est surtout en se battant politiquement pour la disparition des caisses privées obligatoires – monstre mi-autoritaire, mi-libéral dont la Suisse a le secret – que la situation changera!

*Lire en page 3*

### ■ Travail

Les syndicats américains à un tournant

Page 4

### ■ Disparition

Hommage à Wilebaldo Solano, infatigable militant du POUM

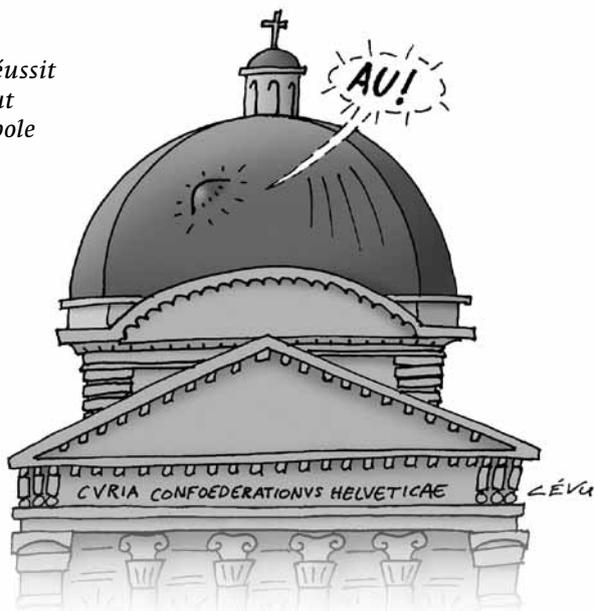
Page 5

### ■ Histoire

Une discussion avec Philipp Müller

Page 7

Schneider-  
Ammann réussit  
le grand saut  
sous la coupole



L'HUMEUR DE LA RÉDACTION

## Retour à l'expéditeur

Ainsi donc, le comité directeur du PSS a rendu sa nouvelle version du programme du parti qui sera soumise à discussion lors du Congrès de Lausanne les 30 et 31 octobre prochains. Sans préjuger des débats qui auront lieu alors, on peut déjà faire le constat qu'il s'agit d'une défaite sévère pour celles et ceux qui comme nous croyaient, au vu de la teneur de la première version du programme, que le PSS maintiendrait le cap d'une politique socialiste démocratique contre les vents contraires néolibéraux.

Au sein du PSS, la principale attaque néolibérale était venue d'un petit groupe de député·e·s et de professeur·e·s qui avaient rédigé le «Manifeste du Gurten» en 2001. Ce texte défendait clairement une orientation sociale-libérale, basée sur une conception assurantielle de la solidarité, sur les demandes de maîtrise de l'immigration, de baisse des impôts, etc.

Certes, le nouveau programme proposé ne va pas aussi loin dans le recentrage, mais l'influence de l'aile droite du parti est désormais prépondérante. Au-delà des termes,

c'est la perspective politique tracée qui est inquiétante. Face aux horreurs du capitalisme contemporain, le PSS semble incapable de tenir un autre discours que celui de la résignation enthousiaste, mâtinée d'un accompagnement social des conséquences les plus graves du capitalisme.

L'élection par la fraction PS de la parlementaire la plus à droite du parti, force motrice du «Manifeste du Gurten», pour nous «représenter» au parlement semble entériner ce nouveau cap. Aux camarades délégué·e·s au Congrès incombe désormais la tâche d'inverser la vapeur. Peut-être en commençant par renvoyer ce triste texte à son expéditeur.

Romain Felli

CAMARADE CHRONIQUEUSE

## Services publics

Dans la campagne pour les élections au Conseil fédéral, on s'est trop peu demandé lequel ou laquelle des candidat·e·s sera le plus attentif aux besoins des régions périphériques et du service public, deux questions qui ont manifestement été écartées au profit d'autres enjeux relatifs au rapport de force entre les partis politiques et à la provenance des candidat·e·s. Mais c'est un débat fondamental pour le futur de la Suisse et la cohésion nationale, alors que l'on voit les choix politiques du gouvernement et du parlement trop souvent servir les intérêts des plus forts, plutôt que de représenter ceux de toute la population.

Parmi les exemples se trouve la politique des transports publics et des infrastructures ferroviaires. Il y a une nécessité de garantir un financement suffisant et durable du fonds pour les grands projets ferroviaires, pour éviter que les régions périphériques ne soient pénalisées dans le développement des transports publics. L'infrastructure ferroviaire est un instrument concret et prioritaire pour soutenir les régions périphériques.

La santé, un bien public qui dépend des intérêts des *lobbies* pharmaceutiques et des assurances, constitue le second exemple. S'il n'y a pas beaucoup à attendre dans ce domaine de l'élection d'un conseiller fédéral de droite, la nouvelle élue socialiste se battra bien sûr et avec son parti pour garantir une santé de qualité et accessible à toutes et tous dans toutes les régions de notre pays. Elle se battra également contre les intérêts particuliers des caisses maladies, et donc en faveur d'une casse unique nationale.

Puisqu'on ne pourra pas compter sur le représentant de la droite pour mettre en avant ces thèmes, il est essentiel de renforcer la gauche au parlement aux élections fédérales de 2011. En ce sens, les thèmes avancés par le PSS lors des élections devront être martelés sur tous les tons.

Marina Carobbio,  
conseillère nationale  
socialiste tessinoise

### IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-  
Abonnement de soutien: Fr. 130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s,  
chômeuse·s): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3  
www.pagesdegauche.ch  
Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:  
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT)

### Comité:

Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Grégoire Junod, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Philipp Müller, Géraldine Savary, Alberto Velasco

### Maquette:

Marc Dubois, Lausanne

### Secrétariat de rédaction et mise en page:

Antoine Chollet

### Webmaster:

Mathieu Gasparini

### Illustrations:

Christian Vulllioud (Cévu)

### Relecture:

Dominique Hartmann, Salima Moyard

### Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

## ASSURANCES

# Santésuisse: la caisse inique

Si l'enfer existait, il aurait probablement été inventé par santésuisse. Pensez-donc: une institution regroupant les caisses maladie, qui se bat pour que ces dernières puissent continuer à faire des profits sur la maladie et la souffrance et qui utilise vos primes sans consentement pour ce faire. Il n'y a guère de mots pour qualifier pareil cynisme. Sur leur site officiel, on peut trouver les quatre buts suivants de l'association faïtière:

**«Encourager le dialogue:** santésuisse encourage une collaboration ciblée avec les organisations et institutions qui participent au domaine de la santé afin de trouver, ensemble, des solutions aux problèmes.»

Avec qui peuvent-ils bien collaborer? En opposition manifeste tant avec le corps médical qu'avec les patient·e·s, les caisses n'ont que l'État avec qui collaborer. La notion de la coopération par santésuisse est toutefois plus proche de l'infiltration que de l'entraide, il suffit pour s'en convaincre de regarder combien de parlementaires des commissions relatives à la santé reçoivent de l'argent des caisses, comme employé·e·s ou membres du conseil d'administration. La première base de la collaboration est le partage d'informations, alors que santésuisse milite pour maintenir une obscurité totale sur les chiffres

du secteur... et la Confédération ne se bat pas contre ce scandaleux manque de transparence.

**«Représentation des intérêts:** santésuisse défend les intérêts de ses membres. Elle représente les intérêts communs de la branche envers les autorités suisses et, par l'intermédiaire des secrétariats régionaux et cantonaux, envers les autorités cantonales.»

Les caisses maladie essaient de fixer les primes les plus élevées possibles, et il faut que les cantons se battent jusqu'au bout pour que la Confédération lève le doigt dans une optique de modération de ces hausses. Les assuré·e·s payent les primes à des institutions qui militent pour qu'elles augmentent encore plus... et cela de façon parfaitement légale selon la LAMAL! C'est un peu comme si l'on forçait les bénéficiaires de l'AI à cotiser à l'UDC...

**«Formateur d'opinion politique:** santésuisse formule les positions de ses membres concernant les questions de politique sociale et de santé et les représente auprès des milieux politiques et du public.»

L'assurance maladie est obligatoire. Imaginez le scandale si l'on utilisait nos cotisations chômage pour mettre des affiches visant à «former» (donc manipuler) l'opinion publique. Pourtant, santésuisse le fait, défendant sur la place publique, grâce à ses nom-

breux relais parlementaires, un modèle inique: celui où une assurance sociale peut faire du profit pour le distribuer à ses membres. Si les caisses ne tiraient pas autant de profits indirects de l'assurance de base, elles n'auraient aucun intérêt à mettre autant de ressources pour combattre les projets de caisse unique.

**«Image de la branche:** santésuisse promeut, grâce à son activité, une image positive des assureurs-maladie suisses auprès du public.»

Raté (voir encadré)! Santésuisse illustre parfaitement le problème du système privé d'assurance de base: les caisses qui reçoivent l'argent des assuré·e·s ont des intérêts opposés à tou-te-s les autres acteurs·trices de la santé: médecins, assuré·e·s, État, pharmas. Si le système d'assurance maladie était contrôlé démocratiquement, par exemple avec une caisse unique, ce groupe d'intérêt inutile et ne cherchant qu'à gagner de l'argent n'existerait tout simplement pas. Voilà qui pourrait contribuer à améliorer véritablement la santé suisse.

Samuel Bendahan

## «Toujours-sur-nous»!

La campagne de santésuisse «toujours-avec-vous» a comme objectif officiel d'améliorer le niveau de connaissance de la population suisse sur les prestations de l'assurance de base et le fonctionnement du système d'assurance. De l'information, seulement de l'information et rien que de l'information, nous promet M. Ruey! Il y a évidemment de quoi en douter, puisqu'on voit à tous les coins de rue les affiches de cette campagne aux coûts faramineux, qui, comme par hasard, a été lancée en plein débat aux chambres fédérales sur la révision partielle de la LAMAL. Le but est clair: améliorer une image écorchée par les derniers débats politiques et la hausse des primes dans une période politique déterminante pour leur avenir. Et pour cela, les assurances sont prêtes à tout, même à user de moyens financiers gigantesques issus directement de nos primes! Malgré une première estimation des caisses à 1,2 centimes par prime (vite révisée à la hausse), il sera toujours impossible de déterminer exactement pour quel montant la population suisse a participé à cette mascarade. Espérons toutefois que cette dernière ne sera pas dupe de cette manœuvre politique grossière! LR



Claude Ruey et santésuisse s'affichent

ÉTATS-UNIS

# Les syndicats à un tournant

Après trente ans de néolibéralisme et huit ans de présidence Bush, la gauche américaine a placé beaucoup d'espoir dans l'élection de Barack Obama. Le mouvement syndical en particulier s'est mobilisé massivement pour le faire élire. Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire, cet espoir a été passablement douché, notamment du fait du blocage au Congrès de la législation qu'attendaient les syndicats: l'*Employee Free Choice Act* (EFCA). Afin de combattre la désyndicalisation de la force de travail (cf. encadré), les syndicats américains doivent recourir à de nouveaux modes d'organisation. Petit tour d'horizon.

## SYNDICALISME MAJORITAIRE

Dans le système américain de négociations collectives, le syndicat, reconnu par l'employeur, négocie non seulement les salaires, mais aussi les conditions de travail et les «bénéfices sociaux», tels que les retraites et les assurances qui revêtent une importance cruciale dans un système politique très libéral où l'État n'assure qu'un minimum. Pour être reconnu, le syndicat doit obtenir le soutien de la majorité des travailleuses-eurs. Dès que cette majorité est atteinte, il est réputé représenter l'ensemble du personnel, et peut d'ailleurs obtenir, dans la négociation du contrat collectif de travail, de prélever des cotisations obligatoires.

Le problème réside dans la reconnaissance de cette majorité. Aujourd'hui, si au moins 30% des employé-e-s le demandent (en

signant une pétition), le Comité national des rapports de travail (NLRB), un organisme semi-judiciaire, organise une votation à bulletins secrets afin de déterminer si le syndicat représente une majorité de voix. Or, ces votations se font dans un contexte très dur dans lequel les patrons tentent généralement d'intimider les travailleuses-eurs et ces élections sont largement biaisées en faveur du patronat.

## «CARD-CHECK» ET NEUTRALITÉ

Il existe néanmoins une deuxième possibilité (dite «card-check»), qui a été plus souvent utilisée ces dernières années, par laquelle un employeur peut, à son bon vouloir, reconnaître un syndicat si celui-ci obtient le soutien de plus de 50% des salarié-e-s, au moyen de bulletins d'adhésion. Le problème est alors que les organisations qui y ont recours pour syndiquer les travailleuses-eurs doivent généralement passer un accord de «neutralité» avec l'employeur dans lequel les deux parties s'engagent mutuellement à ne pas s'attaquer. D'après Kim Moody, un spécialiste des mouvements syndicaux, cette tactique longue et coûteuse n'a pas porté ses fruits en termes de recrutement, et de surcroît conduit à une vision très «collaborative» du rapport entre patronat et syndicat.

Les organisations syndicales ont donc concentré leurs efforts dans une stratégie alternative de syndicalisation, moins exposée aux attaques patronales, qui est celle contenue dans l'EFCA et qui est identique à la possibilité précédente, sauf sur un point crucial: dès lors qu'une majorité des employé-e-s aurait signé ces cartes, le syndicat devrait être automatiquement (et non volontairement) reconnu par l'employeur comme partenaire pour une négociation collective. L'EFCA est actuellement bloqué au Congrès.

## VERS UN SYNDICALISME NON MAJORITAIRE?

Dès lors, certaines sections du syndicalisme américain proposent de s'engager sur une autre voie, qui, d'ailleurs, existait dans

les années 1930: les négociations non-majoritaires. Il s'agit d'une négociation entre le patron et le syndicat dans laquelle le syndicat ne représente pas tout-e-s les travailleuses-eurs, mais uniquement ses propres membres. Cette stratégie nécessiterait une approche par le bas visant à organiser les travailleuses-eurs sur le lieu de travail dans un syndicat, quand bien même celui-ci ne serait pas majoritaire. Aujourd'hui, une majorité des salarié-e-s américain-e-s souhaiterait faire partie d'un syndicat mais ne le peut pas car il n'y a pas de syndicat majoritaire sur leur lieu de travail. Avec une telle approche, des petits syndicats, y compris indépendants et peut-être plus radicaux (par exemple les *Industrial Workers of the World*) pourraient développer leurs activités.

## LE SYNDICALISME DE MOUVEMENT SOCIAL

Le syndicalisme non majoritaire pourrait donc revenir en force. Le NLRB, qui comporte désormais une majorité de membres nommés par Obama, pourrait d'ailleurs rendre prochainement une décision allant dans ce sens. Quoi qu'il en soit, cette direction correspondrait à celle qu'ont prise les franges les plus mobilisées et inventives du mouvement syndical américain ces dernières années. Essayant de dépasser le syndicalisme d'«affaire», en mobilisant les segments de la classe ouvrière les moins syndiqués (travailleuses-eurs migrant-e-s, nettoyeuses-eurs, etc.) et en impliquant les communautés (quartiers, villages, mais aussi groupes religieux, etc.) à côté et au-delà du lieu de travail, une nouvelle forme – le syndicalisme de mouvement social – est en train de s'inventer pour répondre aux transformations du capitalisme et de la classe ouvrière.

Romain Felli

Sources: *New Politics* ([www.newpol.org](http://www.newpol.org)); *Labor Notes* ([www.labornotes.org](http://www.labornotes.org))

## Quelques chiffres

Les travailleuses-eurs américain-e-s sont organisés en deux grandes centrales syndicales, l'historique AFL-CIO (11 millions de membres) et la fédération *Change to win* (scission de l'AFL-CIO formée en 2005 et qui compte 5 millions de membres). Avec un taux de syndicalisation de 12,4% (mais seulement 9,2% dans le secteur privé), le syndicalisme s'érode constamment aux États-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale (36% à ce moment-là).

Pour comparaison, voici le taux de syndicalisation dans différents pays: Suisse, 18,3%; Canada, 27,1%; Danemark, 67,6%; Allemagne, 19,1%; Japon, 18,2%; Royaume-Uni, 27,1%; France, 7,7% (en 2008, selon l'OCDE). RF

PLAT PAYS

## «*Something is rotten*»

Le spectre de la désintégration qui hante le royaume de Belgique depuis des décennies pénètre chaque jour plus profondément les esprits. Pour la deuxième fois en trois ans, tout un pays piétine depuis plusieurs mois pour tenter de former un gouvernement. La crise a éclaté au printemps lorsque le parti libéral flamand avait préféré quitter le gouvernement, lassé de voir le précédent gouvernement incapable de faire adopter un début de solution au serpent de mer politique local (la scission de l'arrondissement judiciaire et électoral bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde, dit BHV).

Depuis les élections de juin, les vainqueurs du scrutin – nationalistes flamands et socialistes wallons – tentent de s'accorder sur une nouvelle réforme de l'État. Celle-ci passe par la résolution du conflit autour de BHV. Pour anecdotique que paraisse la question, elle est cruciale en ce qu'une scission signifie peu ou prou que toutes les communes proches de Bruxelles, francophones mais géographiquement situées en Flandre, seraient

soumises à une administration purement néerlandophone, et impliquerait une redéfinition du statut administratif de la ville de Bruxelles.

Dans ce contexte de négociation entre partenaires antagonistes, le PS wallon a annoncé qu'une scission du pays n'était plus un scénario à exclure. Annonce qui a été prise pour ce qu'elle est, à savoir une manœuvre tactique destinée à montrer que le parti n'admettra pas n'importe quelles concessions pour maintenir l'unité du pays.

Tout l'enjeu de la formation d'un gouvernement est de parvenir à un accord sur l'étendue de la délégation de compétences aux entités régionales. Actuellement, les tâches régaliennes, la sécurité sociale, le système de santé et les grandes infrastructures sont du ressort de l'État belge. La crise actuelle crée d'ailleurs un risque de paralysie pour certains de ces secteurs, contrairement à ceux qui sont gérés par les entités régionales et qui continuent dans l'ensemble de fonctionner norma-

lement.

La décision sur l'attribution de compétences étant du ressort du parlement national, la mise en place d'une coalition gouvernementale présuppose un accord minimal entre les partenaires sur cette question. Or, les négociations en cours tournent à la partie de poker-menteur, tout transfert de compétences étant interprété comme un pas vers la fin du pays. En effet, si la perspective d'une sécession au sens propre du terme paraît peu probable, le chef du parti nationaliste flamand a annoncé qu'il souhaitait pousser la régionalisation le plus loin possible, afin de provoquer une véritable «évaporation» de l'État central.

Comme si le Plat pays devait être rattrapé par ses démons, un scandale pédophile (qui rappelle l'affaire Dutroux) décrédibilise aujourd'hui l'Église catholique belge (vieux facteur de division belge). Et pourtant, dans cette ambiance survoltée, *business goes as usual*. C'est peut-être cela qui n'est pas très rassurant, en fin de compte.

Arnaud Thiéry

HOMMAGE

## Wilebaldo Solano (1916-2010)

Figure historique du socialisme révolutionnaire en Espagne, Wilebaldo Solano est mort à Barcelone, le 7 septembre, à l'âge de 94 ans.

Solano était le dernier secrétaire général du *Partido Obrero de Unificación Marxista* (POUM), un parti né en 1935 de la fusion de deux groupes communistes dissidents, le Bloc ouvrier et paysan (BOC), proche de «l'opposition de droite», et la Gauche communiste (trotskiste).

Élu secrétaire général de la Jeunesse communiste ibérique (JCI) en septembre 1935 et secrétaire général du Bureau international des jeunesses socialistes révolutionnaires en novembre 1936, il représenta la JCI au Comité exécutif du POUM. Proche collaborateur de Andrés Nin, secrétaire général du POUM assassiné par la police politique stalinienne

en juin 1937, Solano participe à la direction clandestine du POUM devenu illégal.

Arrêté en avril 1938, il réussit à passer en France en 1939. Détenu à Montauban en 1941, il est condamné par le régime de Vichy à 20 ans de travaux forcés. Il est libéré par la Résistance en juillet 1944 et rejoint le maquis dans le Bataillon Libertad, formé par des militants du POUM et de la Confédération nationale du travail.

Démobilisé en 1945, il est élu secrétaire général du POUM en 1947, lors d'un congrès tenu à Toulouse, rassemblant des militant-e-s exilé-e-s en France, en Afrique du Nord et en Amérique latine, et ceux qui mènent la lutte clandestine en Espagne.

Solano travaille au service espagnol de l'Agence France Presse de 1953 à 1981, tout en assumant la direction de *La Batalla*, journal

du POUM. Au retour de la démocratie en Espagne, il milite pour un rassemblement des marxistes révolutionnaires et participe à la campagne électorale de

1977 pour le FUT (Front unitaire des travailleurs). En 1987 il participe à la création de la Fondation Andrés Nin ([www.fundanin.org](http://www.fundanin.org)) qui préserve la mémoire et l'héritage politique du POUM; il en était le président d'honneur. La traduction française de son livre *Le POUM: Révolution dans la guerre d'Espagne* a fait date et restera un incontournable des bibliothèques militantes.

Dan Gallin



Andrés Nin et Wilebaldo Solano

RÉPONSE

# Pour une politique familiale de gauche

En réaction au dossier publié dans le n° 90 de *Pages de gauche*, je souhaite démontrer que oui, une politique familiale de gauche est possible... et nécessaire! Au niveau fédéral, l'engagement des parlementaires socialistes en faveur d'une politique familiale solide et équitable porte d'ailleurs ses fruits.

La famille? La une du numéro en question proclame que «sa défense et son bien-être ne constituent pas des revendications du projet socialiste». Pourtant, la politique familiale est inscrite au programme du

PSS. Encore faut-il donner à la famille sa juste et large définition: selon la *Conception de la politique familiale du parti* de 2002, «il y a famille dès que des adultes, quels que soient leur sexe et leur état civil, vivent dans un même foyer avec des enfants ou des adolescents encore en formation».

## DE L'ARGENT...

La politique familiale socialiste agit sur au moins deux piliers. Le premier, c'est le pilier financier. Parmi les progrès obtenus dans ce domaine, citons par exemple le versement, depuis 2009, d'allocations familiales minimales à toutes les personnes salariées, ainsi qu'aux personnes sans activité lucrative à revenu modeste. À l'origine de cette amélioration, qui devrait bientôt s'étendre aux indépendant-e-s, une initiative de la conseillère nationale socialiste Angelina Fankhauser. Par ailleurs, les socialistes s'engagent pour remplacer le barème d'imposition pour couples mariés – dont le dossier dépeignait à juste titre l'incohérence – par un ou plutôt des barèmes pour familles, au sens large.

## ...ET DU TEMPS

La socialiste Jacqueline Fehr, quant à elle, est à l'origine du programme fédéral d'impulsion à la création de places d'accueil extrafamilial, que les deux chambres ont décidé de prolonger jusqu'en 2015. L'accueil

extrafamilial s'inscrit dans le cadre du second pilier de la politique familiale, qui veut permettre à toutes et tous de concilier «boulot» et «marmots». Dans ce but, la famille doit aussi être consolidée dans le monde du travail. Temps partiel à tous les niveaux hiérarchiques, horaires adaptés et congés parentaux étendus: les socialistes ont déposé de nombreuses interventions dans ce sens. À titre personnel, j'ai notamment déposé un postulat, qui vient d'être accepté par le Conseil des États, pour que les mères dont le nouveau-né est hospitalisé ne soient pas pénalisées au niveau de leur revenu.

## SOLIDARITÉ ET ÉGALITÉ

Si la politique familiale fait partie de notre programme, c'est parce que la société a une part de responsabilité dans le développement de ses enfants, qui sont les plus fragiles de ses membres. Une dimension communautaire et solidaire qui, pour moi, est au cœur de l'engagement socialiste. Tout comme le «partage égalitaire du travail familial», que les mesures de conciliation travail-famille cherchent à favoriser. Certes, des compromis sont nécessaires pour faire avancer les causes qui nous tiennent à cœur, mais c'est, précisément, pour la bonne cause!

Liliane Maury Pasquier  
Conseillère aux États PS  
du canton de Genève

## Un débat à poursuivre

Nous remercions Liliane Maury Pasquier de contribuer au débat lancé par notre dossier sur la famille. Un malentendu semble cependant persister. Notre critique est dirigée contre la famille, mais aussi contre le fait de l'utiliser comme argument pour défendre certaines politiques sociales. Il nous semble qu'une "politique familiale de gauche" est une contradiction dans les termes. Certaines mesures généralement comprises comme "familiales" doivent bien sûr être revendiquées. Ainsi nous défendons les crèches publiques, non pour les familles, mais pour l'égalité des sexes (à noter que les mesures pour l'égalité des sexes sont malheureusement souvent qualifiées de "politique familiale"). Si, dans un pays à majorité de droite, les arguments stratégiques sont bons à prendre, la gauche doit cependant toujours garder une position critique face aux institutions bourgeoises, et la famille en est une. Un exemple de ce malentendu se trouve dans la défense des allocations familiales. Cet apport financier est certes bienvenu mais ne doit pas nous faire oublier que l'objectif reste l'augmentation des salaires, et non la reproduction des familles au travers de privilèges qui leur sont réservés. SP

### LE POING



Le poing de ce mois est envoyé à Ed Miliband, le tout nouveau leader du Labour britannique, élu par les voix de gauche de son parti et des syndicats, mais qui n'a rien trouvé de mieux que de déclarer le lendemain de son élection que celle-ci ne constituait en aucun cas un virage à gauche, et qui a d'ores et déjà annoncé que les services publics britanniques allaient devoir apprendre «à faire mieux avec moins». Comme virage à gauche, c'est en effet mesuré... Nous aurons l'occasion de revenir sur cette élection, mais il apparaît tout de suite que, comme trop souvent, la responsabilité politique semble d'abord s'interpréter à gauche comme la capacité à rassurer la droite.

### LA ROSE



Une fois n'est pas coutume, nous discernons notre rose du mois à la Conseillère d'État fribourgeoise Isabelle Chassot, qui a récemment refusé d'interdire le voile dans les écoles de son canton. Elle a très justement indiqué que les cas délicats sont peu nombreux et qu'ils se règlent généralement par le dialogue. C'est d'autant plus remarquable pour une ministre PDC qu'elle a osé rappeler que les fondamentalistes chrétiens posent plus de problème dans les écoles romandes que les musulmans. On aimerait trouver plus souvent tel sang-froid à gauche sur cette question qui est manipulée depuis des années par la droite xénophobe.

## HISTOIRE

# Discussion avec Philipp Müller

Dans le cadre de la parution de son livre sur la crise des années 30, Philipp Müller nous a accordé un long entretien sur la Suisse, son histoire, sa politique économique et monétaire, et aussi sur sa situation actuelle. Moments choisis.

## QUELQUES MOTS SUR LE LIVRE

La discussion s'engage sur la forme du livre, qui est la reprise d'une thèse soutenue à l'Université de Lausanne en 2008. Revenant sur une dimension «artisanale» de l'histoire, Philipp Müller déclare que l'ambition première de son travail était de mettre en évidence les politiques de crise poursuivies par la Confédération et orientées principalement par les intérêts des dirigeants de l'industrie d'exportation et de la place financière. Pour ce faire, il fallait «traiter toutes les dimensions des politiques de crise, de la façon la plus concrète et précise possible», offrant ainsi le premier panorama historique complet de la période et comblant ainsi une vraie lacune historiographique.

## COMPARAISONS ET DÉRAISONS

L'histoire économique de la Suisse dans les années 1930 doit se comprendre par un élément fondamental, qui est la défense de la stabilité du franc (et le maintien de sa parité avec l'or). Les forces de droite finiront par abandonner celle-ci en septembre 1936, mais elles auront entre-temps cherché à imposer une politique de déflation (baisse des prix et des salaires), évidemment combattue par la gauche.

Si l'économie suisse ne s'effondre pas, n'est-ce pas du fait de son parasitisme envers les autres économies avancées (dû à sa place particulière dans la division internationale du travail), comme nous l'avons vu ces dernières années? Pour Philipp Müller, la comparaison avec la situation actuelle est délicate. Il n'est pas possible par exemple d'identifier les plans de relance des années 1930 à ceux que l'on a connus depuis 2008 et dont la Suisse a en effet très largement profité. Après la crise de 1929, les économies nationales se replient au contraire sur elles-mêmes, y compris en Suisse.

## SUCCÈS DU SYSTÈME SUISSE

«Le capitalisme suisse marche, et il marche à chaque crise comparativement mieux que dans les autres pays», nous dit l'auteur, ce qui, ajoute-t-il, constitue évidemment «un problème pour la gauche»! Et si ça marche, en tout cas jusqu'aux années 1990, c'est fondamentalement parce que la droite «exporte» le chômage et assure un État social minimal, juste suffisant pour éviter toute révolte populaire. Il s'agit d'un «paternalisme» efficace et générateur de consensus social. C'est par exemple durant la crise des années 1930 que les premiers fondements d'une assurance-chômage sont posés. Le constat est particulièrement vrai aujourd'hui compte tenu de l'évolution qui a eu lieu depuis les années 1970: «l'État social suisse fonctionne mieux que dans de nombreux pays européens», y compris parmi nos voisins directs.

Dans cette situation, la responsabilité des forces de gauche, Parti socialiste et syndicats en tête, est en définitive limitée. Au travers de ce que Philipp Müller nomme un «interventionnisme sélectif», la droite est en effet capable d'utiliser le pouvoir étatique pour défendre à la fois ses propres intérêts et la paix sociale.

## DE L'ÉTAT EN SUISSE

La discussion s'est également concentrée sur la nature de l'État en Suisse. Pour l'auteur, celui-ci bénéficie d'une «autonomie relative» par rapport à l'économie et ne peut être réduit à la mise en œuvre directe des intérêts du capital, à ce «comité qui gère les affaires communes de la bourgeoisie» que fustigeait Marx. On affirme ainsi trop rapidement que «l'État n'est que la courroie de transmission politique de ce qui est décidé dans les conseils d'administration, au *Vorort* et à l'Association suisse des banquiers». L'un des exemples de cette autonomie serait la politique agricole poursuivie par la confédération dans l'entre-deux-guerres, «politique fortement interventionniste qui contredit l'un des objectifs de la bourgeoisie, à savoir la baisse des prix et des salaires». N'oublions pas cependant qu'un

autre objectif crucial de la bourgeoisie à cette époque était de ne pas s'aliéner la paysannerie, force politique qui deviendrait menaçante si elle en venait à s'allier aux socialistes.

L'État suisse est-il fort ou faible? Notre discussion a fait surgir des divergences de vue sur ce point dont on ne peut rendre compte complètement ici. La question est toutefois fondamentale, car il en découle des conceptions assez opposées de ce que peut être une politique de gauche en Suisse. Si l'État est faible, sa conquête est à vrai dire assez secondaire car il restera, quels qu'en soient les administrateurs, l'expression de rapports de force qui le dépassent largement. S'il est fort au contraire, le problème se pose dans l'autre sens, puisque son contrôle permet d'influer significativement sur lesdits rapports de force.

## L'HISTOIRE SUISSE

Notre discussion se clôt sur des considérations liées à l'historiographie de gauche en Suisse. Philipp Müller remarque qu'elle a longtemps délaissé les sujets traditionnels, en considérant trop rapidement que «l'État en Suisse n'existe pas» et en se concentrant plutôt sur l'histoire du mouvement ouvrier. C'est principalement grâce aux travaux d'historiens comme Sébastien Guex et Hans Ulrich Jost que la situation change à partir des années 1980. «On a tort de penser que l'État et les politiques de droite ne nous intéressent pas» et de se contenter d'étudier des sujets «de gauche», ajoute-t-il. Les historien-ne-s de gauche en Suisse ont oublié qu'il faut aussi parfois étudier l'histoire des vainqueurs, en particulier lorsque celle-ci n'a jamais été faite, remplacée qu'elle est par une mythologie faite d'images d'Épinal.

Antoine Chollet

*L'intégralité de la discussion entre Philipp Müller, Dan Gallin, Romain Felli et Antoine Chollet se trouve sur notre site: [www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)*

À lire: Philipp Müller, *La Suisse en crise (1929-1936)*, Lausanne, Antipodes, 2010.



Source: www.moritz-leuthard.ch

Et en guise  
d'hommage  
au camarade  
Moritz, une jolie  
photo...

**JAB**

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche  
Case postale 7126, 1002 Lausanne

### SALLE DES PAS PERDUS

## Tu classes, tu mens!

Voilà qu'un nouveau *ranking* des parlementaires est sorti dans la *SonntagsZeitung*. L'exercice est ridicule: il revient à vouloir classer objectivement des parlementaires, alors que par définition leur travail est à évaluer de façon subjective et sur des critères politiques par celles et ceux qui les ont élu·e·s.

Bien sûr, il est intéressant de savoir si un·e parlementaire est fidèle au mandat qui lui a été confié, et il est important qu'une grande transparence existe dans ce que nos élu·e·s font, y compris dans leur assiduité au parlement et aux commissions. Mais lorsque l'on vote pour un législatif, on choisit d'abord un parti et des personnes pour les idées politiques qu'ils défendent. Un·e bon·ne parlementaire est celui ou celle qui respecte le mandat que lui ont donné ses électrices et électeurs. Seules ces personnes sont à même de juger cela et il est donc idiot de vouloir comparer en termes de qualité le travail d'un parlementaire issu de la majorité bourgeoise avec celui d'une parlementaire de gauche qui est, comme minoritaire, dans une situation tout à fait différente. SB

### EN BREF

## Conseil fédéral

Élection historique: une femme, et un homme de droite.

## Strapontins

Les deux socialistes sont cantonnées aux petits départements du Conseil fédéral: au moins elles ne seront pas tentées de dégraisser le mammoth.

## Vatican

On apprend que l'Église catholique ne cache pas que des pédophiles, mais aussi des banquiers corrompus.

## UDC

Désormais, Jean-François Rime porte le titre de «Conseiller fédéral non élu».

## Famille

Dans la famille Miliband, on demanderait plutôt le père, malheureusement mort en même temps que les idées de gauche au *Labour*.

## FRC

Aux côtés de tou·te·s les sympatisant·e·s de gauche, *À bon entendeur* est maintenant aussi représentée au Conseil fédéral.

## Hymne

En l'honneur de la majorité féminine au Conseil fédéral, Ada Marra propose de chanter *La Madelon* au début de chaque session parlementaire.

## Avis mortuaires

Monseigneur Dupoumond est décédé d'un cancer du genou.

## Reconversion

Après la révision de la LACI, Doris Leuthard se reconvertisse à nouveau: plutôt en cheffe du DETEC qu'en mécanicienne des CFF ou en postière, apparemment.